

Brochure n° 3217

**Convention collective nationale**

IDCC : 1258. – **ORGANISMES D'AIDE À DOMICILE  
OU DE MAINTIEN À DOMICILE**  
**(6<sup>e</sup> édition. – Septembre 2003)**

AVENANT N° 1-2004 DU 26 OCTOBRE 2004

NOR : ASET0550814M  
IDCC : 1258

PRÉAMBULE

Faisant suite à l'analyse des conditions de mutualisation et à la vue des éléments financiers fournis par les organismes assureurs, cet avenant a pour objet de :

- modifier le contenu des articles :
  - 12.01 relatif à la garantie maintien de salaire ;
  - 12.02 relatif à la garantie incapacité ;
  - 12.04 relatif à la garantie décès ;
  - 12.07 relatif à la cotisation et la répartition des cotisations ;
  - 12.08 relatif à la gestion du régime ;
- créer un article 12.06.

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 12.01 est désormais rédigé comme suit :

Article 12.01

*Garantie maintien de salaire*

Personnel concerné

Tout salarié ayant au moins 6 mois d'ancienneté, quel que soit le nombre d'heures de travail effectué par mois.

## Définition de la garantie

En cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou un accident professionnel ou non, pris ou non en compte par la sécurité sociale, il sera versé aux salariés des indemnités journalières dans les conditions suivantes :

- délai de carence :
  - 3 jours en maladie ou accident de la vie courante ;
  - 0 jour en accident du travail ou maladie professionnelle ;
- montant des prestations : les prestations sécurité sociale (réelles ou reconstituées de manière théorique pour les salariés effectuant moins de 200 heures par trimestre) et l'éventuel salaire à temps partiel seront complétés de manière que le salarié ne perçoive pas plus de 100 % de son salaire net. Remboursement forfaitaire des charges sociales patronales évaluées à 30 % des prestations versées.
- salaire de référence : le salaire de référence pris en compte pour le calcul des prestations est le salaire net moyen, tranches A et B des 6 mois précédant l'arrêt de travail, y compris les primes éventuelles.

Durée de la garantie : les prestations sont versées pendant 90 jours maximum par arrêt de travail et par année mobile (12 mois consécutifs).

## Article 2

L'article 12.02 est désormais rédigé comme suit :

### Article 12.02

#### *Garantie incapacité*

#### Personnel concerné

Tout salarié, quel que soit le nombre d'heures de travail effectué par mois.

## Définition de la garantie

En cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou un accident professionnel ou non, pris ou non en compte par la sécurité sociale, il sera versé aux salariés des indemnités journalières dans les conditions suivantes :

- point de départ du service des prestations : dès la fin du maintien du salaire total pour les salariés ayant plus de 6 mois d'ancienneté, tel que prévu par l'article 12.01 de la convention collective nationale des organismes d'aide ou de maintien à domicile ;
- pour les salariés n'ayant pas 6 mois d'ancienneté : à compter du 31<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail continu ;
- durée du service des prestations : les prestations sont versées jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail au plus tard ;
- montant des prestations : le montant des indemnités journalières, y compris les prestations sécurité sociale (reconstituées de manière théorique pour les salariés n'ayant pas 200 heures) et l'éventuel salaire à temps partiel s'élève à 73 % du salaire brut ;
- financement : dans le cadre de sa quote-part, le salarié finance l'intégralité de la garantie incapacité.

### Article 3

L'article 12.04. est désormais rédigé comme suit :

#### Article 12.04

##### *Garantie décès*

##### Personnel concerné

Tout salarié, quel que soit le nombre d'heures de travail effectué par mois, et quelle que soit l'ancienneté.

##### Définition de la garantie

En cas de décès d'un salarié, il sera versé aux bénéficiaires désignés par le salarié un capital dont le montant est fixé à 200 % du salaire annuel brut de référence.

##### Perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)

La perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA, 3<sup>e</sup> catégorie reconnue par la sécurité sociale ou par le médecin conseil) est assimilée au décès et donne lieu au versement du capital par anticipation.

##### Salaire de référence

Le salaire servant de base au calcul des prestations est le salaire brut perçu au cours des 12 derniers mois précédant le décès ou la perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA).

Lorsqu'une période d'arrêt de travail pour maladie ou accident intervient avant la survenance d'un décès ou d'une perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA), le salaire de référence est revalorisé en fonction de l'évolution de la valeur du point ARRCO.

##### Age limite au service des prestations

65 ans pour le décès.

60 ans pour la perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA).

### Article 4

L'article 12.06. est ajouté et rédigé comme suit :

#### *Maintien des garanties en cas de décès au profit des assurés en arrêt de travail*

A. – Salarié ou ancien salarié bénéficiant du maintien de la garantie décès en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du contrat d'adhésion

Les garanties du régime de prévoyance conventionnel en cas de décès, telles que définies aux articles 12.04. et 12.05., sont maintenues en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation des organismes assu-

reurs (AG2R Prévoyance, GNP, UNPMF et OCIRP) ou du contrat d'adhésion, au salarié ou ancien salarié en arrêt de travail pour maladie, accident, invalidité bénéficiant des prestations complémentaires d'incapacité de travail ou d'invalidité.

**B. – Définition de la garantie décès maintenue en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du contrat d'adhésion**

La garantie maintenue en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du contrat d'adhésion s'applique à tout décès survenu postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

N'entre pas dans le maintien de la garantie en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du contrat d'adhésion, la perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA) du salarié ou de l'ancien salarié survenant postérieurement à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement de la désignation ou du contrat d'adhésion.

La revalorisation du salaire de référence servant au calcul des prestations cesse à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement de la désignation.

Les exclusions de garanties prévues par l'accord, s'appliquent également à la garantie décès maintenue en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du contrat d'adhésion.

La garantie décès, telle que définie ci-dessus, est maintenue :

- jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail indemnisé pour incapacité de travail par l'organisme assureur de l'adhérent ou jusqu'au 65<sup>e</sup> anniversaire du participant ;
- jusqu'au 60<sup>e</sup> anniversaire du participant, en cas d'invalidité indemnisée à titre complémentaire, par l'organisme assureur de l'adhérent ;
- dans tous les cas, jusqu'à la date d'acquisition de la pension du régime de base d'assurance vieillesse.

**C. – Mise en œuvre de la garantie pour les risques incapacités invalidités survenus antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2002**

La charge concernant les salariés en arrêt de travail est répartie de manière linéaire sur une période de 10 ans.

En cas de non-renouvellement de la désignation d'AG 2 R Prévoyance, du GNP, de l'UNPMF et de l'OCIRP pendant cette période, une indemnité de résiliation devra être versée à ces organismes assureurs, dès la date d'effet de la nouvelle désignation, par chaque adhérent ayant résilié son adhésion.

Cette indemnité de résiliation sera égale à la différence entre le montant des provisions techniques à constituer et le montant des provisions techniques effectivement constituées au titre des incapacités et invalidités en cours au 31 décembre 2001.

## **Article 5**

L'article 12.07 est désormais rédigé comme suit :

### **Article 12.07**

#### *Cotisation et répartition des cotisations*

Considérant que le risque invalidité constitue, eu égard à l'âge moyen et à

l'ancienneté des salariés, un risque majeur lourd de conséquences financières, il est décidé par les partenaires sociaux dans le cadre d'une répartition globale de 29 % à charge du salarié et de 71 % à charge de l'employeur, que la cotisation liée à ce risque serait majoritairement financée par ce dernier en contrepartie d'une prise en charge exclusive par le salarié de la cotisation du risque incapacité. En tout état de cause, cette répartition de 29 % à la charge du salarié et de 71 % à la charge de l'employeur est définitive.

Le taux de 4,39 % tranche A et tranche B, exprimé en pourcentage du salaire brut, est réparti comme suit :

GARANTIE	TAUX DE COTISATION	
	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Maintien de salaire	1,23 %	-
Incapacité	-	1,03 %
Invalidité	1,37 %	0,26 %
Décès	0,24 %	-
Maintien garantie décès	0,16 %	-
Rente éducation	0,10 %	-
TOTAL	3,10 % tranches A et B	1,29 % tranches A et B

## Article 6

L'article 12.08 est désormais rédigé comme suit :

« Au vu de l'étude menée par les partenaires sociaux, sur les modalités d'organisation de la mutualisation du régime de prévoyance par AG 2 R prévoyance, le GNP et l'UNPMF, organismes assureurs des garanties maintien de salaire, incapacité, invalidité et décès et de l'OCIRP, organisme assureur des rentes éducations, ceux-ci, s'estimant satisfaits de la mise en œuvre de ces modalités, décident de la reconduction de leur choix.

Restent désignés pour assurer les risques maintien de salaire, incapacité, invalidité et décès, les organismes suivants :

- AG 2 R prévoyance, institution de prévoyance régie par les articles L. 931-1 et suivants du code de la sécurité sociale et agréée par le ministre chargé de la sécurité sociale, 35-37, boulevard Brune, 75680 Cedex 14 ;

- le groupement national de prévoyance (GNP), institution de prévoyance régie par les articles L. 931-1 et suivants du code de la sécurité sociale et agréée par le ministre chargé de la sécurité sociale, 33, avenue de la République, 75011 Paris ;
- L'union nationale de prévoyance de la mutualité française (UNPMF), organisme relevant du livre II du code de la mutualité, 255, rue de Vaugirard, 75719 Paris Cedex 15.

Est désigné pour assurer la garantie rente éducation :

- l'organisme commun des institutions de rente et de prévoyance (OCIRP), union d'institutions de prévoyance relevant de l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale et agréée par le ministre chargé de la sécurité sociale et dont le siège est à Paris, 10, rue Cambacérès, 75008.

Les organismes précédemment désignés, assureurs des garanties maintien de salaire, incapacité, invalidité et décès, agissent pour le compte de l'OCIRP en qualité d'organismes gestionnaires.

## **Article 7**

### *Date d'effet*

Le présent avenant prendra effet le 1<sup>er</sup> jour qui suit la publication de l'arrêté d'agrément au *Journal officiel* et au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2005.

Fait à Paris, le 26 octobre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

- Réseau des associations d'aide à domicile (ADESSA) ;
- Fédération nationale des associations de l'aide familiale populaire, confédération syndicale des familles (FNAAFP-CSF) ;
- Union nationale des associations de soins et service à domicile (UNASSAD).

### **Syndicats de salariés :**

- Fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT ;
- Fédération nationale des syndicats chrétiens des personnels actifs et retraités des services de santé et des services sociaux CFTC ;
- Fédération nationale des personnels des organismes sociaux CGT ;
- Fédération nationale de l'action sociale Force ouvrière.